

Every year:

11 million

day-to-day

accidents,

4.5 million

people

injured,

19,000

deaths.

What can be done?



Pour une politique de prévention des accidents de la vie courante

Trois acteurs aux compétences complémentaires, la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC), l'Institut national de la consommation (INC) et Macif Prévention, se sont mobilisés pour proposer les bases d'une politique de prévention des accidents de la vie courante (AcVC) au plus près des citoyens et pour faire de la lutte contre les AcVC une cause nationale.

Le forum « Prévenir les accidents de la vie courante », qui s'est tenu le 10 juin 2008, et dont le présent document synthétise les préconisations, avait été annoncé par Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'Industrie et de la Consommation, porte-parole du gouvernement français, le 29 novembre 2007, lors du colloque « Les Nouveaux Enjeux de la sécurité des consommateurs ». Celui-ci rassemblait déjà l'ensemble des acteurs engagés dans la prévention des AcVC : administrations d'État, établissements publics, entreprises d'assurance, acteurs du secteur de la santé, associations de consommateurs, organisations professionnelles, fédérations sportives...

Au cours du forum ont été présentées et discutées les conclusions et les recommandations de groupes de travail constitués autour de **six thèmes prioritaires** :

la sécurité des enfants ; la sécurité des pratiquants de sports de loisirs ; la sécurité des personnes en situation de handicap visuel ou auditif ; la prévention des incendies domestiques ; la prévention des chutes au domicile des personnes âgées ; l'épidémiologie des AcVC.

Le pilotage des groupes de travail a été assuré par un président, assisté d'un rapporteur, sous la responsabilité d'un comité de pilotage comprenant les trois partenaires à l'origine de la démarche. **Cent vingt-cinq experts ont été consultés et associés à ces travaux** qui, une fois discutés et validés, ont donné lieu à la publication du Livre blanc *Prévenir les accidents de la vie courante*.

En plus des six thèmes prioritaires, cette publication propose l'analyse de douze risques spécifiques et dix-neuf contributions d'acteurs de la prévention, qui reflètent leur engagement et leurs attentes.

Le Livre blanc, consultable sur les sites www.securiteconso.org (CSC), www.conso.net (INC) et www.macif.fr (rubrique « Prévention »), a été remis au secrétaire d'État chargé de l'Industrie et de la Consommation, porte-parole du gouvernement, et aux différents ministres concernés (Éducation, Intérieur, Habitat, Santé et Sports).

Nous formulons le vœu que les recommandations issues de nos travaux constituent le socle de la relance d'une politique nationale coordonnée de prévention, fondée à la fois sur l'engagement des pouvoirs publics et sur celui des acteurs associatifs et privés. Parce que cette démarche aura été partenariale, associant des acteurs de la société civile et du monde professionnel, parce que les accidents de la vie courante sont l'affaire de tous, nous avons la conviction que c'est ensemble que nous pourrons mettre en œuvre ces recommandations.

Ainsi, cette publication ne marque pas le terme de notre démarche commune, mais le début d'une nouvelle mobilisation collective pour faire reculer, enfin, ce fléau.

Que fait-on ?

Towards a policy for the prevention of day-to-day accidents

Three different French organizations with complementary expertise, the Commission de la sécurité des consommateurs (CSC – Consumer Safety Commission), the Institut national de la consommation (INC – National Consumer Institute) and Macif Prévention, have joined forces to put forward the foundations for a day-to-day accident prevention policy closely involved with the general public, and to make the fight against day-to-day accidents a nationwide concern.

The forum “Preventing Day-to-day Accidents”, held on 10 June 2008, whose recommendations are summarised in this document, was announced by Luc Chatel, Secretary of State for Industry and Consumer Affairs and French government spokesman, on 29 November 2007, at the conference entitled “The New Challenges for Consumer Safety”. This conference brought together the major players in day-to-day accident prevention: government bodies, public organizations, insurance companies, the health sector, consumer organizations, professional bodies, sports federations...

During the forum, the conclusions and recommendations drawn up by working groups on the following **six priority areas** were presented:

child safety; safety for individuals involved in sports and leisure activities; safety for individuals with a sight or hearing impairment; preventing domestic fires; preventing falls in the home among elderly people; epidemiology of day-to-day accidents.

The working groups were each coordinated by a chairperson with the assistance of a minute-taker and were under the overall coordination of the three partners behind the initiative. **One hundred and twenty-five experts were consulted or involved in this work.** After discussion and approval during the forum, the work formed the basis for the publication of the White Paper (“Livre blanc”) *Preventing Day-to-day Accidents*.

Alongside the six priority areas, the publication presents an analysis of twelve specific risk areas and nineteen contributions by people involved in prevention, which set out the action they are committed to and what they would like to see happen.

The White Paper, which can be viewed on the websites securiteconso.org (CSC), conso.net (INC) and macif.fr (under “Prévention”), was sent to the French government spokesman and Secretary of State for Industry and Consumer Affairs and to the other ministries concerned (Education, Interior, Housing, Health and Sports).

What we wish for is to see the recommendations which have come out of our work form the basis of a renewed, coordinated national policy for prevention, founded equally on a commitment from the public authorities and the voluntary and private sectors. Because this initiative will be a joint effort between stakeholders from the community and from the industry, and because the evidence shows that day-to-day accidents affect everybody, we are certain that by working together we will be able to make these recommendations a reality. This publication does not mark the end of our joint action, but the beginning of a new common initiative to tackle this menace at last.

Luc Machard, président de la Commission de la sécurité des consommateurs **Chairman, Consumer Safety Commission**

Noël de Saint Pulgent, président de l’Institut national de la consommation **Chairman, National Consumer Institute**

Éric Briat, directeur général de l’Institut national de la consommation **Chief Executive Officer, National Consumer Institute**

José Cerqueira, président de Macif Prévention **Chairman, Macif Prévention**

Gérard Goualc’h, directeur de Macif Prévention **Managing director, Macif Prévention**

La sécurité des enfants

En 2004, en France, 280 enfants de moins de 15 ans sont morts des suites d'accidents de la vie courante, principalement de noyade, de suffocation, de chute, ou lors d'un incendie. Il s'agit de la première cause de décès chez les enfants de moins de 15 ans.

Neuf pistes de travail ont été dégagées pour faire reculer ces chiffres.

- **Améliorer la connaissance des accidents dont les enfants sont victimes** : utiliser et développer les potentialités du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI), de la base de données de l'enquête permanente sur les accidents de la vie courante (Epac), ainsi que de la base d'observation des accidents scolaires et universitaires (Baobac).
 - d'accidents ; à l'aide de réunions de formation et d'information en maternelles, impliquant parents et professionnels ; en équipant écoles et collèges en défibrillateurs.
- **Agir par la réglementation** : obtenir une révision de la directive européenne « jouets » durant la présidence française de l'Union européenne, l'adoption d'une directive sur les articles de puériculture, et une modification du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation pour prévenir les défenestrations d'enfants.
- **Promouvoir la normalisation en matière de jouets et de vêtements** pour enfants, notamment en ce qui concerne l'accès au rembourrage et l'arrachage des petits éléments ; veiller à mieux associer professionnels, administrations et consommateurs dans la démarche.
- **Améliorer l'information des consommateurs**, grâce à des notices simplifiées mettant en avant les consignes de sécurité relatives aux produits et comportant des schémas clairs et des textes bien traduits, et grâce à un portail Internet relatif aux AcVC ; introduire dans les campagnes de prévention des AcVC des messages sur le développement de l'enfant et sur ses capacités propres.
- **Mieux utiliser l'école comme lieu de prévention**, avec la diffusion de messages aux élèves de sixième, qui sont plus souvent que les autres victimes
 - **Multiplier les actions locales de prévention**, par le biais de visites de formation au domicile de jeunes parents demandeurs, à qui seraient proposés des outils et des conseils en matière de prévention des AcVC, de réunions de prévention dans les maisons de la petite enfance, et enfin de programmes d'éducation des enfants en centres de loisirs associatifs et municipaux.
 - **Renforcer les mesures de précaution en matière de loisirs numériques** : dresser le bilan de la loi du 21 juin 2004 sur la confiance dans l'économie numérique ; donner une meilleure information sur les risques d'un usage intensif des jeux vidéo et d'Internet ; informer systématiquement sur les âges conseillés pour la pratique de ces jeux ; évaluer et communiquer sur l'efficacité des filtres et des logiciels de contrôle parental.
 - **Agir sur la qualité de l'air intérieur** : effectuer des enquêtes de mesure des polluants au domicile des particuliers ; lancer des campagnes d'information sur les risques liés à la présence de polluants domestiques ; limiter les sources de diffusion des composants organiques volatils.
 - **Veiller à une implication ferme et soutenue des pouvoirs publics** : favoriser l'adoption d'un plan renforcé de prévention des AcVC et la mise en place d'un pilotage interministériel.

In 2004, in France, 280 children under 15 died as a result of day-to-day accidents, mostly from drowning, suffocation, fires and falls. These accidents are the most frequent cause of death in children under 15. Nine strategic avenues for bringing these figures down have been identified.

- **Improving our understanding of accidents involving children**, by exploiting and developing the potential of the hospital reporting system (PMSI), the Epac database of the permanent study on home and leisure injuries, and the Baobac database of accidents in schools and higher education institutes.
- **Taking action through regulations**, by obtaining a revision of the European “toys” directive during France’s Presidency of the European Union, the adoption of a European directive on baby and toddler equipment, and by making changes to the French town planning and housing codes aimed at preventing children falling from windows.
- **Promoting standardization in toys and clothes** for children, especially in relation to the accessibility of toy stuffing and small parts which can be torn off, whilst ensuring that there is better communication between the industry, official bodies and consumers around the issue.
- **Improving information for consumers**, by providing them simplified product information guides with prominent safety instructions, including clear diagrams and properly translated text, by creating a day-to-day accidents web portal, and by including facts about children’s development and abilities in accident prevention campaigns.
- **Making better use of school as a vehicle for prevention**, by conveying the messages to first year of secondary school children, who are more likely than others to be victims of accidents, by organizing training and information sessions for nursery and infant school parents and workers, and by equipping primary and secondary schools with defibrillators.
- **Introducing more local prevention activities**, such as home educational visits for young parents who request the service, with ideas for resources and advice on accident prevention, prevention sessions in under-3s childcare centres, and educational sessions for children attending local council or voluntary sector activity centres.
- **Reinforcing safety precautions for digital entertainment**, by reviewing the effects of the law of 21 June 2004 on confidence in the digital economy, improving information on the risks of intensive use of video games and Internet, providing systematic information on the recommended ages for different video games, and assessing and publicizing the effectiveness of parental control filters and softwares.
- **Taking action on indoor air quality** through surveys measuring pollutant levels in private homes, running information campaigns on the risks associated with pollutants in the home, and restricting opportunities for the release of volatile organic compounds.
- **Ensuring that the public authorities make a firm and ongoing commitment**, by promoting the adoption of a stronger prevention plan for day-to-day accidents, and the creation of an inter-departmental coordinating body.

La sécurité des pratiquants de sports de loisirs

Chaque année, environ 900 000 personnes seraient victimes d'un accident sur des aires de jeux et de sport. 43 % des accidents surviennent lors de la pratique de sports d'équipe, dont une grosse part au cours de matchs de football, et 10 %, pendant la pratique de sports d'hiver. Dix recommandations à ce sujet ont été élaborées par les membres de l'atelier.

- **Baliser et indiquer au moyen d'une signalétique définie au niveau européen les zones à risque** au sein des espaces naturels de pratique des loisirs sportifs. Cette signalétique devra être transversale à l'ensemble des pratiques utilisant les espaces naturels, tout en évitant un balisage trop présent, susceptible de conduire les usagers de ces lieux à relâcher leur attention.

- **Mettre en place, au plan européen, une norme refondant les niveaux de pistes de ski alpin.** Il s'agit d'éviter des écarts de difficulté trop importants entre des pistes de même couleur, même situées sur des massifs différents.

- **Sensibiliser au port du casque cycliste,** par une campagne d'information. Il serait judicieux de travailler à rendre les casques plus « tendance », ainsi qu'à imposer des notices d'utilisation explicites pour régler et ajuster correctement son casque.

- **Mieux informer les consommateurs par les étiquetages « produit »,** avec un dispositif d'étiquetage plus pédagogique qu'aujourd'hui, et qui s'appuie sur l'ensemble des normes, françaises et européennes, auxquelles chaque produit est soumis. L'objectif est que le pratiquant sportif puisse identifier très vite les produits qui ont fait l'objet de tests de sécurité.

- **Mieux repérer les établissements d'activités physiques ou sportives (APS) et exploiter systématiquement leurs données sur les questions de sécurité.** Il est notamment nécessaire de vérifier que

des établissements comme les loueurs, avec lesquels les problèmes de sécurité sont fréquents, respectent l'obligation de déclaration auprès de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

- **Encourager la validation des acquis de l'expérience pour l'encadrement bénévole** des activités physiques dans les associations.

- **Rendre obligatoire la création d'une commission « hygiène et sécurité » dans les statuts types des fédérations.** Cette obligation inscrirait la sécurité dans le projet stratégique fédéral validé par l'assemblée générale nationale de la fédération.

- **Mettre en place un « observatoire sécurité » au sein du mouvement sportif.** Il regrouperait toutes les données recensées par les fédérations sportives et permettrait une analyse précise de la dangerosité des pratiques en France.

- **Rendre obligatoires les questionnaires de santé** avant toute inscription dans un établissement sportif, qu'il s'agisse de salle de remise en forme ou de club sportif, ou à un événement sportif de masse.

- **Créer un programme de prévention national sur les bons gestes pour que « le sport reste un plaisir »,** qui viendrait compléter le plan national nutrition santé (PNNS2) « manger, bouger ».

Safety for people involved in sports and leisure activities

According to the statistics, approximately 900,000 individuals are involved in accidents at games and sports venues every year. 43% of these accidents occur during team games (football being the most frequent) and 10% during winter sports. The workshop members produced ten recommendations for this area.

- **Marking and signposting of high-risk areas, using a signing system to be defined at European level**, in areas of the countryside used for sports and leisure. This signing system should be standard across the board for all activities, whilst ensuring that the signs are not so intrusive as to cause those involved to lose their concentration.

- **Introducing a Europe-wide standard redefining alpine ski slope difficulty levels**. The aim is to avoid major discrepancies in difficulty between slopes of the same colour, including between different mountain ranges.

- **Raising awareness about the importance of cycle helmets**, via an information campaign. It would be advisable to make helmets more “trendy”, as well as making it obligatory to provide sufficiently clear user instructions on how to adjust the helmet correctly.

- **Improving product information labelling for consumers**, by means of a labelling system more informative than the current one, and based on all the norms – French and European – governing each product. The aim is for those who practice a sport to be able to quickly identify which products have undergone safety tests.

- **Keeping track of physical and sporting activity establishments and systematically using their data on safety matters**. It is especially important to check that establishments such as equipment hire companies,

with whom safety problems are common, comply with their obligation to make a declaration to the General Directorate for Competition Policy, Consumer Affairs and Fraud Control (DGCCRF).

- **Encouraging validation of informal learning attainments** for voluntary physical activity supervisors in the voluntary sector.

- **Making the creation of a health and safety committee compulsory in sports federations' standard constitutions**. This obligation would make safety an integral part of a federation's strategic aims, which are approved by its annual general meeting.

- **Setting up a safety observatory for the sports world** which would collate all the data gathered by the sports federations, and which would provide a basis for an accurate analysis of the danger level of sports practices in France.

- **Introducing compulsory health questionnaires** for people joining any sports establishment (fitness centres, sports clubs) or mass sports event.

- **Creating a national healthy living prevention programme to convey the message that “sport should be a pleasure”**, which would complement the second National Health and Nutrition Plan (PNNS2), i.e., the French government’s “Manger, bouger” (literally “eat, move”) health and nutrition campaign.

What can be done?

La sécurité des personnes en situation de handicap visuel ou auditif

On compte en France près de 1 700 000 déficients visuels, dont 207 000 aveugles ou malvoyants profonds, et 5 182 000 personnes atteintes d'une déficience auditive, dont 303 000 souffrent d'une déficience profonde ou totale. Comme il n'existe pas de recensement des AcVC spécifique à ces groupes, la gravité de tels accidents pour ces populations tend à être minimisée. C'est pourquoi des mesures urgentes doivent être impérativement mises en œuvre.

- **Améliorer la prise en charge des personnes déficientes visuelles ou auditives**, en harmonisant sur l'ensemble du territoire le système de prise en charge et de financement. Toute personne concernée bénéficierait ainsi des mêmes prestations en termes de préservation d'autonomie et de sécurité de la vie quotidienne, où qu'elle se trouve en France. Il s'agirait également d'étudier de nouveaux dispositifs d'aide au financement des systèmes palliatifs (prothèse auditive, chien d'aveugle).

- **Assurer la formation et l'information des personnes handicapées, mais aussi des assistants de vie et des professionnels du bâtiment.** Au-delà de la stricte application de la loi, il convient d'élaborer des programmes d'information vers le grand public, les acteurs sociaux et les professionnels de santé sur les structures et les modes de prise en charge. De même, il faudra communiquer sur la prévention des AcVC directement auprès des déficients visuels ou auditifs, par le moyen de supports et de contenus adaptés à leurs spécificités – braille, langue des signes, gros caractères et simplicité rédactionnelle, documents audio...

- **Rendre plus « accessible » l'environnement public :**
 - › Faire en sorte que les messages d'alerte (météo, sanitaire...) touchent aussi les déficients auditifs ;
 - › Imposer l'adoption de normes d'aménagement (espace urbain, transports...) qui permettent aux handicapés de circuler sans danger (bandes pododactiles, feux sonorisés, adaptation plus sécurisée

des zones « partagées », etc.) ou l'application et l'amélioration de normes existantes ;

- › Exploiter les études déjà réalisées sur l'aménagement des espaces publics pour les handicapés ;
- › Mettre en place un système d'appel d'urgence pour les déficients auditifs ;
- › Imposer l'installation de systèmes d'alerte lumineux dans les lieux publics, et notamment dans les locaux de l'Éducation nationale.

- **Sécuriser la sphère domestique par une collaboration plus étroite avec les industriels et les distributeurs :**

- › Afin de permettre aux déficients visuels d'identifier les produits dangereux, les mentions importantes, les dates limites de consommation... Ce travail devra tenir compte de la faible proportion de personnes capables de lire le braille ;
- › Pour rendre les produits plus facilement utilisables avec, par exemple, des systèmes d'alerte vibrants ou lumineux, ou des repères tactiles sur les plaques de cuisson ;
- › Dans l'optique de développer également des équipements domestiques « universels » financièrement abordables qui soient aussi directement adaptés aux déficients visuels et auditifs.

Safety for people with a sight or hearing impairment

There are approximately 1,700,000 people in France with a visual impairment, 207,000 of whom are blind or severely sight-impaired, and 5,182,000 people with a hearing impairment, 303,000 of whom have a severe impairment or are profoundly deaf. In spite of this, there is no organized system for recording day-to-day accidents in these specific groups, which leads to the seriousness of the situation being underestimated. Urgent steps therefore need to be taken.

• **Improving the way in which people with a sight or hearing impairment are dealt with**, by harmonizing the system of taking care and funding throughout the country, so that every individual concerned receives the same level of services for preserving their independence and safety in daily life, whichever part of France they live in, and by looking into new ways of funding aids such as hearing aids or guide dogs.

• **Providing information and training for people with a disability, but also for carers and housing professionals.** In addition to rigorously implementing legislation, it would be advantageous to devise information programmes on the care provision structures and systems available, aimed at the general public and health and social services professionals, and to inform people with a sight or hearing impairment directly about accident prevention, using materials and content adapted to their particular needs: Braille, sign language, large print, audio documents, simplified text...

• **Making the public environment more accessible:**
› by ensuring that warnings (e.g., weather or health warnings) reach people with a hearing impairment;
› by introducing obligatory development standards (town planning, transport...) designed to enable people with disabilities to move around in safety (tactile paving, acoustic traffic light signals, safer

adaptation of “shared” pedestrian/cycle paths...) or by implementing and improving existing standards;

› by putting into practice research already carried out into the development of public spaces for people with disabilities;

› by introducing an emergency call system for people with a hearing impairment;

› by making visual alert systems compulsory in public places, especially in educational premises.

• **Improving safety in the home through closer collaboration with the industry and distributors:**

› to enable individuals with a sight impairment to spot hazardous products and identify important notices and use-by dates, etc. This work should take into account the fact that only a small percentage of people are able to read Braille;

› to make products easier to use for individuals with a sight or hearing impairment: vibrating or light-up warning devices, tactile guides on cooking hobs...

› also to develop lower cost “universal” domestic appliances adapted for individuals with both sight and hearing impairments.

La prévention des incendies domestiques

Les données sur les incendies domestiques sont trop éparpillées pour que l'on puisse avancer des chiffres précis sur leur nombre et leurs circonstances. Selon les sources, le nombre de décès dans les incendies d'immeubles collectifs serait compris entre un par jour et un millier par an. Or, des mesures parfois simples permettraient de réduire fortement le coût humain et matériel de ces dramatiques accidents.

Les membres de l'atelier ont articulé leurs recommandations en trois temps.

• **À court terme, des actions simples permettraient de réduire d'au moins 10 % le nombre de morts par incendie domestique.** La mesure emblématique consisterait à imposer l'implantation de matériel de détection et d'alarme dans les habitations. L'occupant deviendrait ainsi le premier acteur de sa sécurité. La mise en place de tels dispositifs devrait s'accompagner d'une sensibilisation du public aux risques d'incendie, en utilisant les médias aux heures de grande écoute, et du lancement d'une enquête visant à mieux connaître les causes des incendies.

• **À moyen terme, un certain nombre de mesures réglementaires doivent compléter les actions de court terme.** Plus précisément, il faut :

- › Fixer des exigences de base pour la sécurité des installations électriques, veiller à la mise en œuvre effective du diagnostic sur la sécurité des installations électriques de plus de quinze ans, prévue à partir de janvier 2009 ;
- › Interdire les mousses facilement inflammables pour les rembourrages des matériaux d'ameublement ;
- › Distribuer, lors du renouvellement de leur bail, une feuille de consignes de sécurité aux locataires dans laquelle seraient décrites les bonnes pratiques face aux risques d'incendie ;
- › Réglementer les procédés d'isolation thermique ou phonique par l'extérieur.

• **À plus long terme, un travail sur les constructions et les matériaux doit être engagé, de manière à limiter les risques d'incendie, mais aussi leurs conséquences les plus graves.** Plus précisément, il faut :

- › Renforcer et rendre obligatoires les recommandations relatives à la sécurité des personnes et à la protection contre l'incendie contenues dans une circulaire de décembre 1982. Il s'agit, en particulier, d'interdire les lambris et les revêtements combustibles dans les parties communes des immeubles, et d'imposer la création de locaux fermés pour le rangement des poubelles, des landaus et des poussettes. De même, il est important d'installer des exutoires de fumée, d'enclôisonner les escaliers des immeubles collectifs, de mettre en place un éclairage de sécurité dans les escaliers ;
- › Imposer un diagnostic pour la sécurité incendie dans les parties communes des immeubles anciens ;
- › Étendre les missions des sapeurs-pompiers à des actions de communication dans les écoles, par exemple ;
- › Imposer des contrôles périodiques des équipements communs de sécurité et rendre leur entretien obligatoire ;
- › Enfin, favoriser par des incitations financières les travaux de mise en sécurité incendie des immeubles.

Preventing domestic fires

The data on domestic fires are too sparse for us to have a precise idea of their numbers and the circumstances surrounding them. Depending on the source, the number of deaths in multiple residence buildings is somewhere between one per day and one thousand per year. What we do know is that both the human and material costs of these fires are very high, and that certain relatively simple measures could go a long way to reducing them.

The workshop members defined their recommendations according to three different timescales.

• **In the short term, certain simple actions could reduce the number of deaths from domestic fires by 10%.**

The number one measure would be to introduce compulsory installation of detection and fire alarm equipment in houses and residential buildings, which would make the occupants responsible for their own safety in the first instance. Alongside the installation of this equipment, education around fire risks should be promoted, using prime time media slots, along with a survey on fires aimed at gaining a better understanding of the causes.

• **In the medium term, certain regulatory measures should be introduced to complement the short-term actions.** More specifically, this would involve:

- › setting minimum requirements for safety of electrical installations, ensuring that diagnostic operations on electrical installations more than 15 years old, scheduled to start in January 2009, are being properly implemented;
- › banning easily inflammable foam in furniture fillings;
- › distributing a safety advice sheet to tenants when their lease is renewed, which would describe good safety practices for managing fire risks;
- › introducing regulations on thermal or acoustic insulation installed from the outside.

• **In the longer term, work needs to be undertaken in the area of construction and materials, with a view both to limiting fire hazards and to limiting their most serious consequences:**

- › strengthening and making compulsory recommendations for individual safety and fire protection contained in the circular of December 1982, in particular by banning wooden panelling and inflammable wall-coverings in communal areas of buildings, and by making enclosed areas for bins, prams and pushchairs compulsory. At the same time, it is also important to install smoke escape vents, to partition off stairwells in multiple residence buildings, and to install emergency lighting in stairwells;
- › introducing compulsory fire safety diagnostic tests in the communal areas of old buildings;
- › extending the duties of the fire service to include public relations exercises in schools, for example;
- › introducing compulsory regular checks and maintenance for communal safety equipment;
- › finally, using financial incentives to encourage fire protection work to be done to buildings.

What can be done?

La prévention des chutes au domicile des personnes âgées

Tous les ans, 9 300 personnes de plus de 65 ans décèdent des suites d'une chute. Un tiers des plus de 65 ans et la moitié des plus de 85 ans font au moins une chute par an, qui survient dans 62 % des cas à leur domicile. Même en l'absence de traumatisme immédiat, l'incapacité à se relever est de mauvais pronostic, puisque les complications métaboliques liées à un séjour au sol prolongé au-delà d'une heure multiplient par cinq la mortalité dans les six mois. La mise en œuvre des dix recommandations suivantes pourrait réduire considérablement les chutes et leurs conséquences dramatiques au sein de cette population en constante augmentation.

- **Appréhender la prévention des chutes dans une perspective globale**, à la fois comme un enjeu de santé publique pour une population vieillissante et comme un outil de prévention de la perte d'autonomie ou de son aggravation.
- **Mettre en place une analyse multifactorielle des facteurs de risques de chutes**, qui peuvent être causées par des éléments intrinsèques inhérents au vieillissement, à un état pathologique ou à la prise de médicaments, mais aussi par des facteurs extérieurs liés à l'environnement matériel, au comportement de la personne ou à son environnement socio-familial. Cette analyse pourrait reposer sur l'intervention, au domicile des personnes « cibles », d'équipes hospitalières labellisées.
- **Faire jouer un rôle de donneurs d'alerte aux professionnels intervenant auprès des personnes âgées**, en leur permettant d'accéder à des formations qualifiantes.
- **Promouvoir les aménagements du domicile des personnes âgées**, en les aidant à financer des travaux qui permettent leur maintien à domicile. Les acteurs de l'habitat, du secteur sanitaire, social et associatif pourraient utilement se concerter à cet effet.
- **Coordonner les programmes de prévention mis en œuvre au plan local** et faciliter les appels à projets et les réponses qui leur sont apportées.
- **Diffuser plus largement les outils de communication de la prévention des chutes** pour les rendre plus accessibles au grand public, aux professionnels et aux acteurs de terrain.
- **Reconnaître le rôle pilote des conseils généraux**, chefs de file de la prévention dans les départements, territoires pertinents de l'action sanitaire et sociale. On pourrait envisager que le conseil général développe, au moyen de conventions départementales, des partenariats avec les filières concernées et les associations.
- **Élaborer un plan national de prévention des chutes des personnes âgées à domicile**, qui s'appuie sur l'existant.
- **Inscrire cette proposition de plan national d'action dans une perspective européenne**, d'autant qu'elle répond aux préconisations des autorités communautaires.
- **Promouvoir la prévention des chutes des personnes âgées auprès du réseau des Villes-Santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).**

Preventing falls in the home among the elderly

Every year, 9,300 people aged over 65 die as a result of a fall. One third of people aged over 65 and half of all people aged over 85 have at least one fall per year, mainly in their own homes (62%). Even where there is no immediate injury, the prognosis is worse for those who are unable to get up, as metabolic complications associated with remaining on the ground for more than an hour lead to a five-fold increase in mortality within six months. Implementing the following ten recommendations could help considerably to reduce the number of falls in elderly people, an increasing population, and their drastic consequences.

- **Promoting a general view of fall prevention**, as a means of addressing the two separate issues of the public health aspect of the ageing population and preventing loss of independence or increasing people's dependency.
- **Initiating a multidimensional assessment of risk factors for falls**, which can be caused by factors inherent to the ageing process, a medical condition or the effects of medication, but also by outside factors associated with the physical environment, the person's activities or their socio-familial environment. An assessment of this type could be based on home visits to people in the "target" group by special hospital teams.
- **Creating an alert system involving professionals who work closely with the elderly** by providing access for them to the appropriate training.
- **Promoting adaptations in the homes of elderly people**, by assisting with the costs of work enabling them to remain living at home. The relevant players from the housing, health, social services and voluntary sectors could work together effectively towards this aim.
- **Coordinating prevention programmes under way at local level** and providing assistance with calls to projects and the responses provided.
- **Making public relations resources on the prevention of falls more widely available** so that they are accessible to the public, professionals and workers in the field.
- **Recognizing the coordinating role to be played by the "conseils généraux" (county councils)**, which administer the French "départements" (departments) and are ultimately responsible for prevention within their territory. These departments are the relevant health and social action areas. Partnerships could be developed between the county council and the relevant public and voluntary sector bodies, by means of department-wide agreements.
- **Drawing up a national plan for the prevention of falls in the home among elderly people**, which would be based on existing provisions.
- **Integrating this proposal for a national action plan within the European framework**, as it addresses the recommendations of the EU authorities.
- **Promoting prevention of falls among elderly people at the level of the World Health Organization Healthy Cities programme.**

L'épidémiologie des accidents de la vie courante

En France, les accidents de la vie courante (AcVC) sont à l'origine de 19 000 décès par an. On compte 11 millions d'AcVC avec recours aux soins, dont 4,5 millions avec recours aux urgences. Cependant, nous ne disposons que de peu d'informations sur la gravité des blessures et des traumatismes subis par ces millions de personnes, sur leur comportement au moment de l'accident, sur les circonstances de l'événement et sur les facteurs extérieurs éventuellement en cause. Il est donc urgent de mieux connaître ces accidents, et de développer cet outil essentiel pour la prévention qu'est l'épidémiologie des AcVC. Une dizaine de mesures permettraient d'avancer sur ce terrain.

- **Miser sur la recherche en AcVC** : il existe très peu d'épidémiologistes s'intéressant aux AcVC. Il est impératif de former de nouveaux chercheurs dans cette discipline, de motiver des travaux de recherche en la matière, ce qui passe nécessairement par une augmentation des moyens financiers.

- **Faire des AcVC une grande cause nationale**, afin de donner de la visibilité à un phénomène qui reste mal connu des citoyens et de recueillir les fonds nécessaires à des actions en profondeur.

- **Créer une entité interministérielle des AcVC** : les AcVC sont d'autant plus difficiles à appréhender par l'administration qu'ils correspondent à un ensemble de situations hétérogènes et dispersées, dépendant de divers domaines ministériels (Intérieur, Éducation, Transports, Consommation, Santé, Habitat...). Une entité transversale serait à même de coordonner une politique cohérente et efficace.

- **Créer un Observatoire national des AcVC**. Cet observatoire centralisera toutes les données existantes, publiques comme privées, et bénéficiera de l'appui de chercheurs en épidémiologie des AcVC. Il devra être doté de moyens importants au regard de l'enjeu considérable auquel il doit faire face.

- **Utiliser les ressources des professionnels, fabricants, distributeurs** qui disposent, eux aussi, de

données en accidentologie liées à leurs domaines d'activité ; ces informations, qui resteraient confidentielles, seraient exploitées par l'Observatoire national des AcVC.

- **Créer un système de recueil de données à plusieurs étages**. Si de lourdes enquêtes quantitatives sont nécessaires pour dresser un tableau global, il reste indispensable de financer des travaux plus pointus, soit de nature qualitative, soit portant sur des accidents rares, afin d'approfondir la connaissance des causes précises de ces accidents.

- **Utiliser le programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI)** comme outil de recueil de données en AcVC.

- **Introduire une composante évaluation dans le recueil des données**, afin de mieux suivre l'effet des mesures et politiques de prévention.

- **Introduire un indicateur de comparaison de gravité des accidents** (en années de vie humaine perdues, par exemple), afin de hiérarchiser les problèmes et de définir les priorités des politiques à mener.

- **Définir une fiche type de recueil pour les grosses enquêtes quantitatives**, afin d'harmoniser les données et de les rendre compatibles.

Que fait-on ?

Epidemiology of day-to-day accidents

Day-to-day accidents cause 19,000 deaths per year in France. 11 million day-to-day accidents require medical care and 4.5 million of these involve the emergency services. Nevertheless, we have very little data pertaining to the severity of the injuries and traumas suffered by these millions of people, what the victims were doing at the time of the accident, or to what extent outside factors were to blame. One of the potential prevention tools on which urgent action is needed is our knowledge about these accidents, or what could be referred to as accident epidemiology. Ten measures have been identified which should enable us to make progress in this area.

- **Investing in research into day-to-day accidents**, as there are very few epidemiologists involved in investigating day-to-day accidents. It is vital that new researchers are trained in this field and to put energy into research work in the area, which means more funding will be needed.
- **Making day-to-day accidents a major national concern**, so as to raise the profile of a phenomenon of which the average citizen has relatively little knowledge, and in order to raise the necessary funds for wide-reaching action.
- **Creating an interdepartmental government body for day-to-day accidents**. This type of accident is difficult for government bodies to have a good grasp of, as they involve a collection of disparate and widespread situations which come under the remit of different ministries (Interior, Education, Transport, Consumer Affairs, Health, Housing). A cross-disciplinary body would be able to oversee a coherent, effective policy.
- **Creating a national day-to-day accidents observatory**, which would bring together all the existing data (from both public and private sectors) in one central place, and would be supported by accident epidemiology researchers. It would need to have adequate resources in view of the importance of the issue it would be dealing with.
- **Using resources from professionals, manufacturers and retailers**, who also hold accidentology data relating to their fields of activity; this data, which would be kept confidential, would be used by the national day-to-day accidents observatory.
- **Creating a long-term, multi-tier data collection system**. Whilst large quantitative surveys are necessary in order to compile an overall picture, it is nonetheless essential to fund more in-depth studies, either of a qualitative nature or regarding infrequent accidents, in order to further our knowledge of the exact causes of these accidents.
- **Using the hospital reporting system (PMSI)** as a tool for gathering data on day-to-day accidents.
- **Introducing an evaluation component in data collection**, in order to improve the monitoring of prevention measures and policies.
- **Introducing a comparative severity indicator for accidents**, such as years of human life lost, in order to build up a hierarchy of problems and determine priorities for the policies which are to be followed.
- **Devising a prototype data collection sheet for the large-scale quantitative surveys**, in order to harmonize different sets of data and make them compatible.

What can be done?

Every day:
30,000 accidents,
day-to-day accidents,
accidents, 12,000 people
12,000 people injured,
injured, 50 deaths.
50 deaths.

Chaque jour :
30 000 accidents
de la vie
courante,
12 000
blessés,
50 décès.
Que fait-on ?



Commission de la sécurité des consommateurs
www.securiteconso.org

Institut national de la consommation
www.conso.net

Macif Prévention
www.macif.fr, rubrique « Prévention » ("Prévention" section)